

Brochure n° 3334

Convention collective départementale

**IDCC : 2579. – MÉTALLURGIE
(Loir-et-Cher)**

**ACCORD DU 3 MARS 2016
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES,
AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2016**

NOR : ASET1650406M
IDCC : 2579

PRÉAMBULE

Les parties conviennent d'instituer une double garantie au profit des salariés relevant de notre profession : d'une part, la rémunération annuelle garantie (RAG) ; d'autre part, la revalorisation des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant d'assiette de calcul à la prime d'ancienneté prévue à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » à la convention collective du 5 juillet 1991.

I. – RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE (RAG)

Article 1^{er}

Définition et bénéficiaires

Il est institué dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de Loir-et-Cher une rémunération annuelle garantie (RAG) applicable à l'ensemble des catégories de personnel visées par la convention collective ci-dessus mentionnée, à l'exclusion :

- des salariés visés par un contrat d'apprentissage ;
- des salariés visés par des mesures relatives à la formation en alternance (notamment contrat de formation alternée),

la situation desdits salariés étant traitée par l'accord national de la métallurgie du 13 novembre 2014 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie.

Article 2

Référence horaire et abattement

La rémunération annuelle garantie constitue le salaire annuel au-dessous duquel tout salarié travaillant sur la base de l'horaire légal, soit 151,67 heures par mois, ne peut être rémunéré, sous réserve, en ce qui concerne les jeunes de moins de 18 ans, des abattements prévus par les dispositions légales et conventionnelles.

Article 3

Adaptation à l'horaire de l'entreprise

La rémunération annuelle garantie comprend les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Le barème indiqué à l'article 9 étant donné pour 151,67 heures, il doit de ce fait, être adapté à l'horaire de l'entreprise, subir les majorations pour heures supplémentaires et les minorations pour recours régulier au chômage partiel dans le cadre des dispositions de l'article L. 5122-1 du code du travail.

Article 4

Formule de calcul

La rémunération annuelle garantie sera applicable *pro rata temporis* aux salariés ne comptant pas 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre de l'année sur laquelle porte la garantie. Il en sera de même pour le personnel engagé sous contrat à durée déterminée.

La formule de calcul à appliquer sera la suivante :

$$RG = RAG \times \frac{\text{Durée en jours calendaires}}{365 \text{ (année bissextile comprise)}}$$

Pour l'application de cette formule de calcul, il est clairement précisé qu'une semaine de travail doit être décomptée pour 7 jours calendaires, et ce quand bien même le contrat de travail se terminerait ou le départ de l'entreprise se situerait un vendredi soir.

En outre, dans l'hypothèse où le contrat à durée déterminée se trouverait à cheval sur deux exercices, il y aura lieu de calculer *pro rata temporis* la somme des rémunérations garanties (RG) afférente à chaque exercice en procédant comme indiqué ci-dessus.

Article 5

Sommes à prendre en considération

Pour la comparaison des sommes réellement perçues par les salariés il sera tenu compte de l'ensemble des sommes soumises à cotisation qu'elles qu'en soient la nature et la périodicité, à l'exclusion :

- des sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- les participations découlant de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- des majorations visées aux articles 17 et 20 de la convention collective des industries métallurgiques de Loir-et-Cher (majoration d'inconfort pour travail exceptionnel la nuit ou le dimanche, majorations pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres) ;
- des majorations relatives au travail de nuit et en équipe pratiquées dans l'entreprise ;
- de l'indemnité de panier, visée à l'article 18 de la convention collective précitée ;
- des primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de la convention collective précitée.

Article 6

Modalité de calcul en cas d'absence

En cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit durant la période considérée, il y aura lieu de calculer la rémunération brute fictive que l'intéressé aurait eue s'il avait continué de travailler normalement pendant cette absence pour maladie, accident, formation, etc. pour vérifier l'application de la garantie de rémunération fixée par la suite, ne seront pas prises en considération pour

cette vérification les sommes éventuellement versées par l'employeur ou par tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence, telles que, notamment, indemnités complémentaires de maladie, de maternité etc.

Article 7

Modalité de calcul en cas de changement de classification

Si au cours de l'année civile la classification d'un salarié venait à changer, la RAG lui étant applicable sera constituée de la somme de la RAG relative à l'ancienne classification et de celle relative à la nouvelle classification calculée chacune *pro rata temporis* en jours calendaires.

Article 8

Vérification

S'agissant de la rémunération annuelle minimale, la vérification interviendra pour chaque salarié en fin d'année. Si celle-ci fait apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de la rémunération telle que définie ci-dessus, l'employeur devra verser un complément à concurrence du barème indiqué à l'article 9 et, en tout état de cause, au plus tard à la fin du mois de janvier suivant l'année civile sur laquelle porte la RAG.

La vérification et la régularisation devront intervenir en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, au plus tard à la date de rupture juridique du contrat de travail (la rémunération garantie devant être calculée dans ce cas *pro rata temporis* en jours calendaires).

Vérification semestrielle

Une vérification semestrielle sera effectuée à la fin du premier semestre d'application du présent accord. L'assiette des vérifications sera égale à 50 % des montants indiqués à l'article 9. Si cette vérification conduisait à constater que le salarié n'a pas au moins perçu 50 % des montants ci-après indiqués, les entreprises devraient procéder à une régularisation à due concurrence.

Article 9

Montant

Le barème de la rémunération annuelle garantie pour l'année 2016 s'établit comme suit :

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		MONTANT
I	1	O1	140	17 751
	2	O2	145	17 852
	3	O3	155	17 897
II	1	P1	170	18 109
	2		180	18 165
	3	P2	190	18 796
III	1	P3/AM1	215	18 973
	2		225	18 983
	3	TA1/AM2	240	21 044
IV	1	TA2/AM3	255	21 830
	2	TA3	270	22 460
	3	TA4/AM4	285	24 440

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		MONTANT
V	1	AM5	305	26 215
	2	AM6	335	28 841
	3	AM7	365	31 361
Accord national du 25 janvier 1990			395	34 007

Les salariés mensuels au coefficient 140 depuis plus de 6 mois se verront attribuer la RAG du coefficient 145.

II. – RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES (RMH)

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont revalorisées comme suit :

Article 1^{er}

La valeur du point est fixée, à compter du 1^{er} mars 2016, à 5,45 € pour un horaire de 35 heures par semaine.

Article 2

Les appointements minima comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

L'indemnité de restauration sur le lieu de travail est fixée, à compter du 1^{er} mars 2016, à 7,50 €.

III. – ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Les parties signataires rappellent à l'ensemble des entreprises visées à l'article 1^{er} du présent accord la nécessité de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions relatives à l'accord national du 30 juin 2009 portant avenant à l'accord national du 19 juin 2007 relatif à l'égalité professionnelle et aux mesures permettant la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ; et notamment, les articles 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41 de l'accord national susvisé.

Les présentes dispositions constitueront l'avenant n° 23 à l'annexe ID 2 à la convention collective des industries métallurgiques et connexes de Loir-et-Cher.

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application susvisé, les dispositions du présent accord.

DÉPÔT

Le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail à Paris en deux exemplaires et en un exemplaire auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Blois, dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Blois, le 3 mars 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Loir-et-Cher.

Syndicats de salariés :

CFDT Loir-et-Cher ;

CGT-FO Loir-et-Cher ;

SYPEM CFE-CGC Loir-et-Cher ;

CFTC Loir-et-Cher.

ANNEXE

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point : 5,45 €.

Base : 151,67 heures.

Date d'application : 1^{er} mars 2016.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE (sauf atelier)	AGENT DE MAÎTRISE d'atelier (accord national du 30 janvier 1980) + 7 %	OUVRIER (accord national du 30 janvier 1980) + 5 %
I	1	140	763			O1 801
	2	145	790			O2 830
	3	155	845			O3 887
II	1	170	927			P1 973
	2	180	981			
	3	190	1 036			P2 1 087
III	1	215	1 172	AM1 1 172	1 254	P3 1 230
	2	225	1 226			
	3	240	1 308	AM2 1 308	1 400	TA1 1 373
IV	1	255	1 390	AM3 1 390	1 487	TA2 1 459
	2	270	1 472			TA3 1 545
	3	285	1 553	AM4 1 553	1 662	TA4 1 631
V	1	305	1 662	AM5 1 662	1 779	
	2	335	1 826	AM6 1 826	1 954	
	3	365	1 989	AM7 1 989	2 128	
	3	395	2 153	AM7 2 153	2 303	

Barème des primes mensuelles d'ancienneté

*Administratifs, techniciens, agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

Valeur du point : 5,45 €.

Base : 151,67 heures.

Date d'application : 1^{er} mars 2016.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	1	140	763	22,89	30,52	38,15	45,78	53,41	61,04	68,67	76,30	83,93	91,56	99,19	106,82	114,45
	2	145	790	23,70	31,60	39,50	47,40	55,30	63,20	71,10	79,00	86,90	94,80	102,70	110,60	118,50
	3	155	845	25,35	33,80	42,25	50,70	59,15	67,60	76,05	84,50	92,95	101,40	109,85	118,30	126,75
II	1	170	927	27,81	37,08	46,35	55,62	64,89	74,16	83,43	92,70	101,97	111,24	120,51	129,78	139,05
	2	180	981	29,43	39,24	49,05	58,86	68,67	78,48	88,29	98,10	107,91	117,72	127,53	137,34	147,15
	3	190	1 036	31,08	41,44	51,80	62,16	72,52	82,88	93,24	103,60	113,96	124,32	134,68	145,04	155,40
III	1	215	1 172	35,16	46,88	58,60	70,32	82,04	93,76	105,48	117,20	128,92	140,64	152,36	164,08	175,80
	2	225	1 226	36,78	49,04	61,30	73,56	85,82	98,08	110,34	122,60	134,86	147,12	159,38	171,64	183,90
	3	240	1 308	39,24	52,32	65,40	78,48	91,56	104,64	117,72	130,80	143,88	156,96	170,04	183,12	196,20
IV	1	255	1 390	41,70	55,60	69,50	83,40	97,30	111,20	125,10	139,00	152,90	166,80	180,70	194,60	208,50
	2	270	1 472	44,16	58,88	73,60	88,32	103,04	117,76	132,48	147,20	161,92	176,64	191,36	206,08	220,80
	3	285	1 553	46,59	62,12	77,65	93,18	108,71	124,24	139,77	155,30	170,83	186,36	201,89	217,42	232,95

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
V	1	305	1 662	49,86	66,48	83,10	99,72	116,34	132,96	149,58	166,20	182,82	199,44	216,06	232,68	249,30
	2	335	1 826	54,78	73,04	91,30	109,56	127,82	146,08	164,34	182,60	200,86	219,12	237,38	255,64	273,90
	3	365	1 989	59,67	79,56	99,45	119,34	139,23	159,12	179,01	198,90	218,79	238,68	258,57	278,46	298,35
	3	395	2 153	64,59	86,12	107,65	129,18	150,71	172,24	193,77	215,30	236,83	258,36	279,89	301,42	322,95

Ouvriers

Valeur du point : 5,45 € + 5 %, conformément aux dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980.

Base : 151,67 heures.

Date d'application : 1^{er} mars 2016.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	O1 1	140	801	24,03	32,04	40,05	48,06	56,07	64,08	72,09	80,10	88,11	96,12	104,13	112,14	120,15
	O2 2	145	830	24,90	33,20	41,50	49,80	58,10	66,40	74,70	83,00	91,30	99,60	107,90	116,20	124,50
	O3 3	155	887	26,61	35,48	44,35	53,22	62,09	70,96	79,83	88,70	97,57	106,44	115,31	124,18	133,05
II	P1 1	170	973	29,19	38,92	48,65	58,38	68,11	77,84	87,57	97,30	107,03	116,76	126,49	136,22	145,95
	P2 3	190	1 087	32,61	43,48	54,35	65,22	76,09	86,96	97,83	108,70	119,57	130,44	141,31	152,18	163,05
III	P3 1	215	1 230	36,90	49,20	61,50	73,80	86,10	98,40	110,70	123,00	135,30	147,60	159,90	172,20	184,50
	TA1 3	240	1 373	41,19	54,92	68,65	82,38	96,11	109,84	123,57	137,30	151,03	164,76	178,49	192,22	205,95
IV	TA2 1	255	1 459	43,77	58,36	72,95	87,54	102,13	116,72	131,31	145,90	160,49	175,08	189,67	204,26	218,85
	TA3 2	270	1 545	46,35	61,80	77,25	92,70	108,15	123,60	139,05	154,50	169,95	185,40	200,85	216,30	231,75
	TA4 3	285	1 631	48,93	65,24	81,55	97,86	114,17	130,48	146,79	163,10	179,41	195,72	212,03	228,34	244,65

Agents de maîtrise d'atelier

Valeur du point : 5,45 euros + majoration de 7 %, conformément aux dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980.

Base : 151,67heures.

Date d'application : 1^{er} mars 2016.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE minimum garanti	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
III	AM1 1	215	1 254	37,62	50,16	62,70	75,24	87,78	100,32	112,86	125,40	137,94	150,48	163,02	175,56	188,10
	AM2 3	240	1 400	42,00	56,00	70,00	84,00	98,00	112,00	126,00	140,00	154,00	168,00	182,00	196,00	210,00
IV	AM3 1	255	1 487	44,61	59,48	74,35	89,22	104,09	118,96	133,83	148,70	163,57	178,44	193,31	208,18	223,05
	AM4 3	285	1 662	49,86	66,48	83,10	99,72	116,34	132,96	149,58	166,20	182,82	199,44	216,06	232,68	249,30
V	AM5 1	305	1 779	53,37	71,16	88,95	106,74	124,53	142,32	160,11	177,90	195,69	213,48	231,27	249,06	266,85
	AM6 2	335	1 954	58,62	78,16	97,70	117,24	136,78	156,32	175,86	195,40	214,94	234,48	254,02	273,56	293,10
	AM7 3	365	2 128	63,84	85,12	106,40	127,68	148,96	170,24	191,52	212,80	234,08	255,36	276,64	297,92	319,20
	AM7 3	395	2 303	69,09	92,12	115,15	138,18	161,21	184,24	207,27	230,30	253,33	276,36	299,39	322,42	345,45